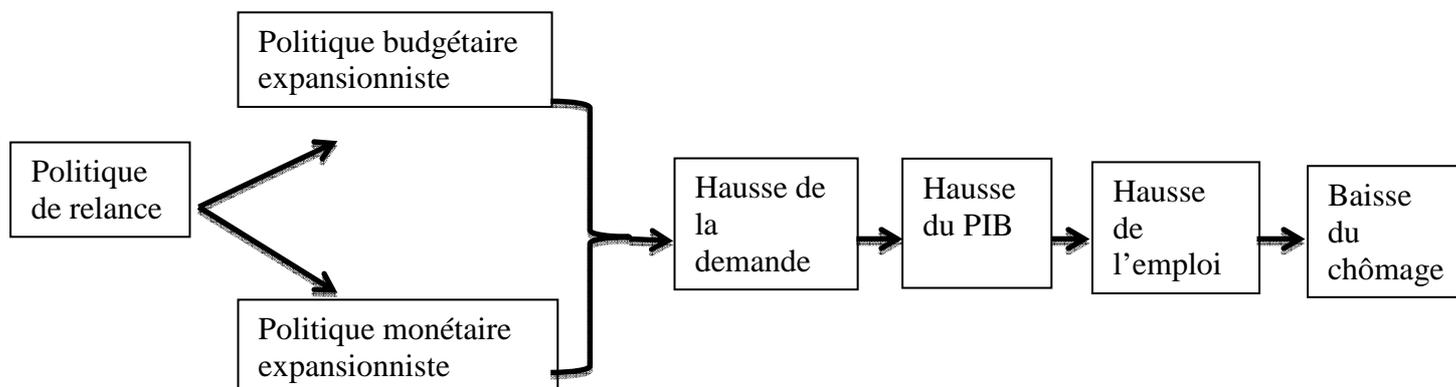


Sujet de dissertation : une politique de relance aujourd'hui est-elle souhaitable en France ?

Document 1 : les effets attendus d'une politique de relance



Document 2 : les principaux indicateurs de l'économie française (en %)

	2008	2009	2010	2011	2012
Taux de chômage	7,4	9,1	8,4	8,4	9,5
Taux d'inflation	3,2	0,1	1,5	2,5	2
Croissance du PIB	0,3	-2,2	1,4	1,7	0,5
Déficit public	- 3,3	-7,3	-7,1	-5,2	-4,7
Dette publique	67,5	77,6	82,3	85,8	90,5

Source : INSEE

Document 3 : Les contraintes des politiques conjoncturelles au sein de la zone euro

L'Europe est bloquée par les contraintes qu'elle s'est imposées au début des années 1990. Depuis la mise en place de l'euro, la politique monétaire et la politique de change ne sont plus du ressort des Etats mais celui de la BCE. Un pays de la zone ne peut plus diminuer son taux d'intérêt en cas de baisse spécifique de sa demande : il doit utiliser la politique budgétaire. En cas de dégradation de sa compétitivité, il ne peut plus dévaluer ; il doit avoir recours à la baisse des salaires (...)

La politique budgétaire est donc la seule qui reste de la responsabilité du gouvernement français. Mais ses marges de manœuvre sont limitées par le Pacte de stabilité et de croissance, qui impose des contraintes excessives et peu justifiées économiquement, que ce soit la limite de 3% du PIB pour le déficit public, celle de 60% du PIB pour la dette publique ou l'obligation de viser, à moyen terme, l'équilibre des finances publiques.

Henri Sterdyniak, « Quelle marge de manœuvre pour la politique économique ? L'exemple français », Cahiers Français, n° 335, La documentation française, novembre-décembre 2006

Document 4 : La nécessité d'une relance coordonnée

Pour éviter le scénario d'une longue récession et briser les anticipations déflationnistes, l'intervention publique doit être massive, car les seuls les pouvoirs publics ont les moyens d'éviter que la mécanique récessive s'accélère. Cela sera coûteux pour les finances publiques et long à

éponger par la suite, mais une telle action aura des conséquences bien moins douloureuses économiquement, financièrement et socialement que des opérations trop timides pour limiter la hausse *ex ante* de l'endettement public. Dans la crise actuelle, la dette publique n'est pas une maladie mais bien le seul remède envisageable à nos problèmes (..)

La partie consommée de l'argent dépensée pour la relance l'est en partie sous forme de produits importés (sans impacte, donc, sur la production, l'emploi et le revenu national). D'où la dernière condition : la relance doit être coordonnée. Sinon, on risque de favoriser les stratégies de « passager clandestin » : des pays peuvent avoir intérêt à ne rien faire pour bénéficier des relances effectuées par les autres via leurs exportations, sans avoir à payer le prix d'une dette supplémentaire. Les économistes de l'OFCE estiment que 1€ d'investissement public ne produit que 0,90€ de PIB supplémentaire sur un territoire donné dans le cas d'une relance isolée. Mais il en génère 2 dans le cas d'une relance synchronisée.

Mathieu Plane « Dette publique, toujours plus ? » Alternatives économiques, Hors-série N38, avril 2009